
DECLARATION CDEN DU 23 SEPTEMBRE 2026

Monsieur l'inspecteur d'académie

Aujourd'hui se tient un CDEN; aujourd'hui dans ce CDEN, vous nous avez interdit d'aborder d'autres sujets que la canicule.

Aujourd'hui nous ne pouvons pas échanger sur la réalité de la rentrée scolaire avec les manques d'enseignants, d'administratifs, d'AESH que le gouvernement veut masquer une fois de plus.

Aujourd'hui nous ne pouvons pas présenter dans ce CDEN la réalité de ce qu'est l'inclusion systématique et forcée, la maltraitance que subissent des centaines d'enfants à qui on refuse les soins et les orientations prévues par les notifications de la MDPH, avec les conséquences dramatiques pour les AESH et les enseignants.

Aujourd'hui nous ne pouvons pas aborder dans ce Cden le projet de budget 2027 Macron-Lecornu avec de nouveau le blocage du point d'indice, de nouveau des restrictions budgétaires à tous les niveaux, de nouveau des attaques contre la Sécurité Sociale, ..

Aujourd'hui vous décidez de tenir un Cden hors-sol, en dehors du temps et de l'espace, en dehors des préoccupations immédiates des plus de 10000 personnels de l'éducation nationale de ce département, en particulier celle du pouvoir d'achat, de l'augmentation des salaires, du blocage des prix des carburants et des moyens en postes notamment, pour alléger les classes et faire face aux problèmes médicaux et sociaux qui ne cessent de surgir dans les établissements scolaires..

Nous avons demandé ce Cden en juin dans l'urgence d'une énième canicule puisque cela se répète d'année en année; nous avons demandé ce Cden à ce moment-là parce que rien ou presque des demandes que nous avons faites les années précédentes n'avaient été suivies d'effet.

Nous constatons que le gouvernement vient de décider de raboter des 3/4 le minable budget qu'il avait dégagé pour des travaux dans les établissements scolaires; nous constatons aussi que l'ADEME, Agence de la Transition Energétique risque de perdre 30% de son budget, soit 300 millions d'euros du fait de décisions gouvernementales !

Et la liste n'est pas exhaustive !

Comme pour les pompiers, il y a les paroles et il y a les actes, et comme pour les pompiers, on voit les résultats d'une politique menée depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs.

La FnecfpFO ne cautionnera pas la politique dite du « dialogue social » qui vise à encamisoler les organisations syndicales.

Elle soutient totalement les revendications des pompiers déjà fortement mobilisés et qui le seront encore plus mardi 29 septembre, jour de grève intersyndicale dans la Fonction Publique. Nous

appelons les collègues à rejoindre les pompiers sur leurs revendications, à se réunir pour décider des moyens d'actions y compris la grève sans attendre.

De nombreuses professions ainsi que les jeunes se lèvent pour faire valoir leurs revendications, nous les soutenons totalement afin qu'ils obtiennent satisfaction, ce qui signifie la rupture avec le budget de guerre et d'austérité que prépare le premier ministre Lecornu.

Document mis en forme à partir de la déclaration fournie.